



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 152 – 2^{ème} trimestre 2012

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

AVERTISSEMENT 1

Depuis le bulletin n° 145 (troisième trimestre 2010), un changement a été opéré dans la classification des établissements de crédit, en lien avec la réforme SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) conduite par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Cette évolution vise à moderniser, tout en le simplifiant, le protocole de remise des déclarations réglementaires des établissements de crédit auprès du superviseur. Dorénavant, l'ancien périmètre « EC de la zone » (Etablissements de crédit) se voit enrichi de certains établissements anciennement « Hors Zone » et désormais classés « ECIL » (Etablissement de Crédit Installé Localement). A contrario, d'autres établissements de crédit, précédemment répertoriés en « EC de la zone », ont été reclassés en « ECNIL » (Etablissement de Crédit Non Installé Localement) : l'AFD voit ainsi ses engagements intégrés parmi ceux des ECIL et, a contrario, les encours de crédit de la SOFIDER basculent dans ceux des ECNIL. Le critère d'implantation sur le territoire ayant ainsi été revu, les encours ECIL/ECNIL ont été logiquement affectés, en proportion égale mais en sens contraire, l'encours global de l'ensemble des établissements de crédit n'ayant quant à lui pas été modifié.

AVERTISSEMENT 2

En octobre 2011 un établissement implanté à Mayotte a fermé son agence locale (SOREFI). Ses encours étant désormais gérés par sa maison-mère à La Réunion, les données le concernant ont été reprises dans les séries présentées et sont désormais intégrées aux encours ECNIL.

AVERTISSEMENT 3

A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés. Conséquences sur les chiffres : les encours des entrepreneurs individuels ne représentent plus que 2,3 % de l'encours total à fin juin 2012, contre 3,8 % à fin décembre 2011.

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions visant à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les

encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières. Enfin, les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédit. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers). Les autres catégories de crédit des EI ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières ou entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS).

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

Au deuxième trimestre 2012, la reprise mondiale déjà molle donne des signes de faiblesses en raison des tensions financières persistantes en Europe et de la croissance moins forte que prévu des pays émergents. D'après les dernières projections du Fonds Monétaire International réalisées en juillet 2012, le taux de croissance de l'économie mondiale serait de 3,5 % en 2012 soit 0,1 point de moins que prévu en avril 2012.

La croissance américaine bien que positive à 0,4 % au deuxième trimestre, diminue par rapport au trimestre précédent (après + 0,5 % au premier trimestre 2012). Le pouvoir d'achat des ménages américains serait en outre toujours soutenu par un marché du travail relativement dynamique (taux de chômage à 8,2 % en juin 2012).

En Asie, le Japon enregistre à son tour un ralentissement économique malgré l'augmentation des dépenses publiques et privées consécutive à la catastrophe de Fukushima. Sa croissance s'effrite, passant de 1,3 à 0,3 % entre le premier et le deuxième trimestre 2012. La progression des exportations, de l'ordre de 1,2 % au deuxième trimestre, reste trop faible pour couvrir celle des importations, à + 1,6 %. La croissance chinoise enregistre son sixième trimestre consécutif de ralentissement (7,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2012, contre 8,1% au premier trimestre) résultant essentiellement de la baisse de l'activité du commerce mondial mais aussi de la décélération de la demande intérieure.

Conséquence des tensions accrues sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et du renforcement de l'incertitude, l'activité dans la zone euro recule au deuxième trimestre (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent). L'Allemagne n'est également plus à l'abri du ralentissement économique qui affecte fortement les pays de la zone euro (+ 0,3 % au deuxième trimestre contre 0,5 % au trimestre précédent). Le taux de chômage en juin 2012 dans la zone euro est de 11,2 % (+ 1,2 point par rapport à juin 2011). Par ailleurs, l'écart entre le taux de chômage des États membres est particulièrement significatif, en effet la différence entre le taux de chômage le plus bas (en Autriche, 4,5 %) et le plus élevé (en Espagne, 24,8 %) est la plus importante de la dernière décennie.

Au deuxième trimestre 2012, comme au premier trimestre, le produit intérieur brut en France reste stable (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages reculent légèrement (- 0,2 % après + 0,2 %), tandis que la formation brute de capital fixe totale croît à nouveau (+ 0,6 %) après un repli au premier trimestre (- 0,8 %). Les importations accélèrent nettement (+ 1,8 % après + 0,6 %), tandis que les exportations restent peu dynamiques (+ 0,2 % après + 0,1 %).

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de réduire le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt de 25 points de base, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %.

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé Outright Monetary Transactions -OMT- (en français : « Opérations monétaires en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'État qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro » afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystèmeⁱ. Lors de la révision des taux des livrets d'épargne règlementés du 15 juillet 2012, le gouverneur de la Banque de France a décidé de maintenir le taux du livret A à 2,25 %.

Après avoir atteint un record à la mi-mars à 126 dollars le baril, le prix du pétrole (Brent) a connu une forte baisse au deuxième trimestre 2012 : en juin son cours s'est établi à 96,4 dollars (soit un repli de 23,5 % depuis la mi-mars). Toutefois, en juillet, le prix du baril s'est à nouveau fortement redressé (+ 6,0 % sur le mois). Par ailleurs, en raison de la sécheresse exceptionnelle aux États-Unis et de l'état actuel des cultures dans d'autres régions céréalières, les prix des matières premières alimentaires se sont nettement redressés (+ 7,7 % en juillet 2012 après - 1,8 % en juin).

ⁱ Pour davantage d'information sur ces décisions de la BCE :

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/declaration-introductive-06-09-2012-v2.pdf>

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/pr120906.fr.pdf>

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/mesures-visant-a-preserver-la-disponibilite-des-garanties-06-09-2012-v2.pdf>

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : nouveau repli de la collecte au 2^{ème} deuxième trimestre.

Après un premier trimestre en légère baisse (- 0,4 %), le volume d'épargne collectée accentue son repli au 2^{ème} trimestre avec - 4,4 % (soit - 17,1 millions d'euros). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte s'établit à **374 millions d'euros**. Sur un an, l'encours progresse de 7,1 % (+ 24,7 millions d'euros), contre - 3,8 % entre juin 2010 et juin 2011 (soit - 13,9 millions d'euros).

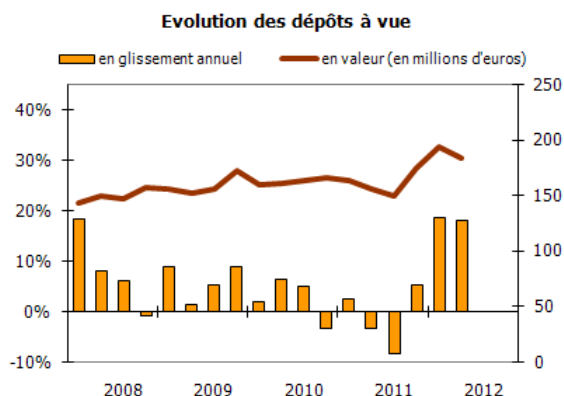
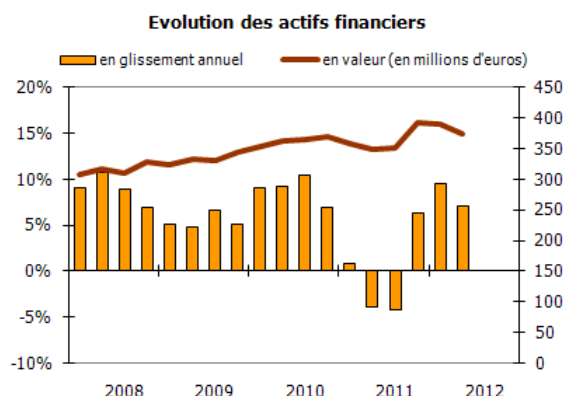
Comme au précédent trimestre, la contraction observée au deuxième trimestre est liée au net repli de l'épargne détenue par les **entreprises** (- 13,9 %) dont l'encours diminue de 16,9 millions d'euros, après avoir enregistré une première baisse de 3,6 % (- 4,5 millions d'euros) au premier trimestre. Cette évolution pourrait s'expliquer par la dégradation des niveaux de trésorerie des entreprises liée aux délais de paiement de plus en plus longs des collectivités locales. L'encours détenu localement par les entreprises s'établit à 105 millions d'euros.

Si les actifs détenus par les **ménages** (206,1 millions d'euros) contribuent positivement à l'évolution de l'encours global avec une progression de 1,7 % (+ 3,4 millions d'euros), les actifs financiers détenus par les **autres agents** (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...) s'inscrivent, comme pour les entreprises, en repli au deuxième trimestre (- 5,5 %, soit - 3,7 millions d'euros). L'encours atteint 62,6 millions d'euros au 30 juin 2012.

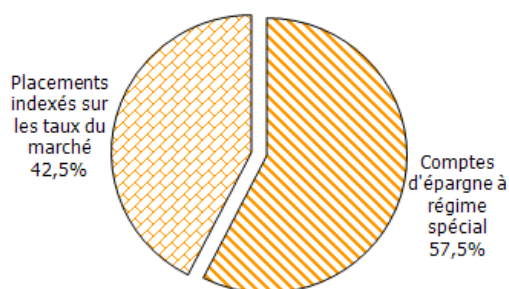
La répartition des actifs par nature évolue peu ce trimestre : les dépôts à vue représentent 49 % de l'ensemble (contre 50 % au trimestre précédent), le poids des placements liquides ou à court terme est stable (avec 34 % de l'ensemble) et l'épargne à long terme gagne un point à 17 %.

Après deux trimestres consécutifs de franche hausse (+ 17 % au dernier trimestre 2011 suivi de + 10,5%), les **dépôts à vue** enregistrent un repli de 4,8 % (soit - 9,2 millions d'euros). Au 30 juin 2012, l'encours total s'établit à 184 millions d'euros, en hausse de 18,1 % sur un an (contre - 3,5 % sur la période juin 2010 – juin 2011).

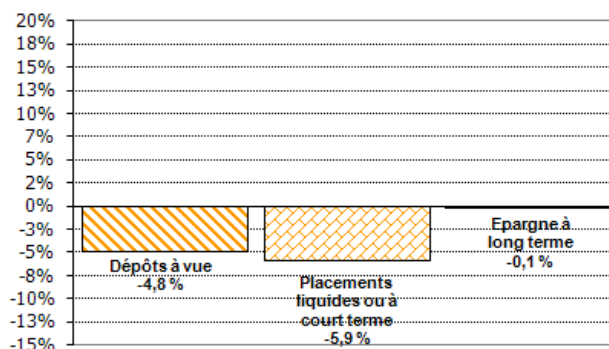
Les **placements liquides ou à court terme** enregistrent également une contraction de près de 8 millions d'euros sur le 2^{ème} trimestre 2012 (soit - 5,9 %, après - 13,2 % au premier trimestre). Ils s'établissent à 125,8 millions d'euros.



Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 1er trimestre 2012

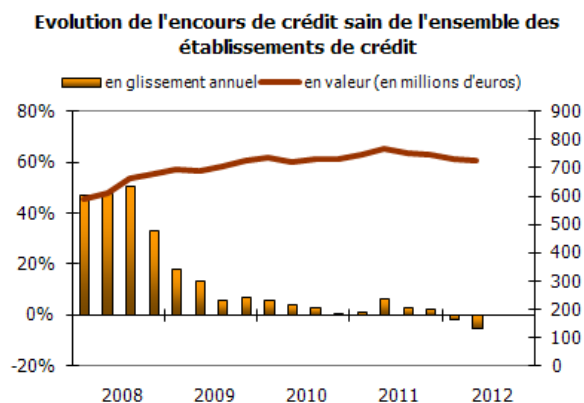


Enfin, **l'épargne à long terme** stagne au 2^{ème} trimestre 2012 (- 0,1 %, après + 0,5 % au 1^{er} trimestre), à 64 millions d'euros. Sa répartition par agents reste stable par rapport au précédent trimestre : les ménages en détiennent toujours la quasi-totalité (99,3 %), essentiellement en contrats d'assurance-vie (57 %), en plans d'épargne logement (32 %) et en supports d'épargne collective -OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp- (9 %), le reliquat se trouvant dans les portefeuilles-titres et d'autres comptes d'épargne (2 %).

1.2 Les passifs financiers : nouvelle contraction de l'encours global de crédit.

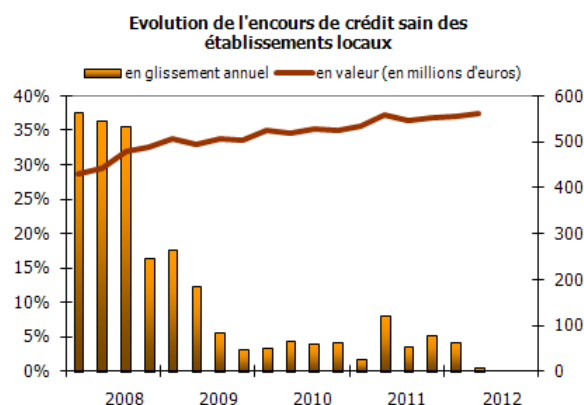
Au 30 juin 2012, **l'encours brut total de crédit octroyé par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **765 millions d'euros**, en repli de 2,2 % sur le trimestre (après - 0,8 % au 1^{er} trimestre). Entre juin 2011 et juin 2012, l'encours s'est contracté de 4,9 % (contre + 7,2 % entre juin 2010 et juin 2011).

A 728 millions d'euros au 30 juin, l'encours total de crédit sain s'inscrit également en repli, pour le quatrième trimestre consécutif, avec - 0,7 %. Après avoir enregistré au 1^{er} trimestre 2012 une première baisse depuis décembre 2004, le taux de croissance annuel de l'encours de crédit sain (graphique ci-contre) reste négatif au 30 juin. Il enregistre une variation de - 5,2 % sur la période (contre + 6,4 % entre juin 2010 et juin 2011). Le taux de créances douteuses ressort quant à lui à 4,7 %. Après trois trimestres en berne, les concours aux entreprises se redressent timidement : ils progressent de 0,2 % au 2^{ème} trimestre 2012 (soit + 0,5 million d'euros), après - 1,1 % au 1^{er} trimestre 2012. Si les concours aux ménages stagnent au 2^{ème} trimestre à 247,9 millions d'euros, les concours aux collectivités (179,3 millions d'euros) enregistrent eux une progression de 2,6 % ce trimestre. Les concours accordés aux autres agents accusent de nouveau une baisse au deuxième trimestre (- 19,5 % après - 22,4 % au 1^{er} trimestre). Ils s'établissent à 42,9 millions d'euros.



Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent, respectivement, 35 %, 34 % et 25 % de l'encours de crédit sain. Le solde est détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale, etc.).

Au 30 juin 2012, le montant total des concours bruts octroyés par les **établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **595 millions d'euros**, en baisse de 0,4 % sur le trimestre (après + 1,7 % au 1^{er} trimestre 2012). Entre juin 2011 et juin 2012, l'encours progresse de 1 % (contre + 9 % entre juin 2010 et juin 2011).



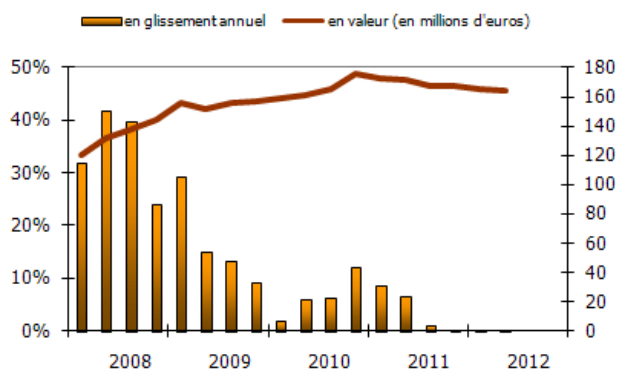
A 563 millions d'euros, l'encours de crédit sain progresse de 1,1 % au 2^{ème} trimestre, après + 0,5 % au trimestre précédent. Sur un an, son taux de croissance est de 0,5 % (contre 8,2 % entre juin 2010 et juin 2011). Le taux de créances douteuses, à 5,4 % au 30 juin, affiche quant à lui une diminution de 1,5 point qui est à relier au reclassement en encours sain de créances déclarées compromises au trimestre précédent. Par rapport au 30 juin 2011, il progresse de 0,4 point (contre + 0,7 point entre juin 2010 et juin 2011). Enfin, au 30 juin 2012, le taux de provisionnement ressort à 44,2 % (contre 35,7 % au trimestre précédent).

Les **concours aux entreprises** (230,7 millions d'euros) représentent, comme au trimestre précédent, 41 % du total de l'encours de crédit sain. Si ceux-ci sont stables au 2^{ème} trimestre, ils se contractent sur un an : - 1,1 % entre juin 2011 et juin 2012 après + 0,6 % entre mars 2011 et mars 2012. Dans le contexte d'atonie de l'économie mahoraise, la contraction des crédits d'investissement (164 millions d'euros) observée régulièrement depuis 18 mois, s'est poursuivie au deuxième trimestre 2012 (- 0,6 %, après - 0,9 % précédemment). Entre juin 2011 et juin 2012, l'encours s'est contracté de 4,1 % (comme observé entre

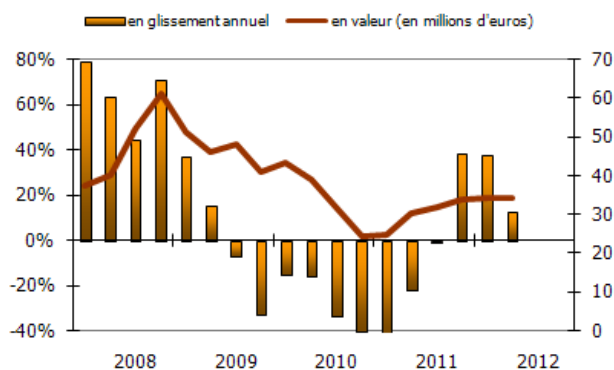
mars 2011 et mars 2012). Ces crédits sont constitués à 99 % de crédits à l'équipement, le solde étant représenté par les financements en crédit-bail.

En rupture avec la tendance baissière amorcée fin 2008 (graphique ci-après), les financements à court terme des entreprises repartent à la hausse depuis le deuxième trimestre 2011 : affichant un encours de 34,2 millions d'euros au 30 juin comme au terme du 1^{er} trimestre, les crédits d'exploitation n'ont pas progressé au 2^{ème} trimestre (+ 0,9 % au trimestre précédent). Sur un an cependant, l'encours s'est étoffé de 3,8 millions d'euros (soit + 12,6 %, après + 37,5 % entre mars 2011 et mars 2012). Les comptes ordinaires débiteurs (17 % des crédits d'exploitation) sont en baisse de 21,3 % sur le trimestre, tandis que les crédits de trésorerie (72 % de l'ensemble) croissent de 3,6 %. Représentant 24,8 millions d'euros, ces derniers progressent de 18 % sur un an traduisant ainsi une certaine tension sur la trésorerie des entreprises.

Evolution des crédits d'investissement



Evolution des crédits d'exploitation



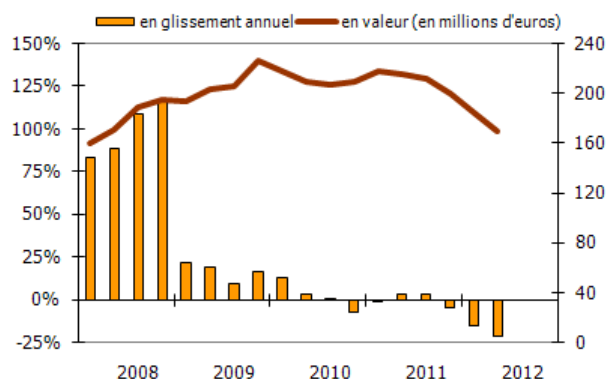
Après quatre trimestres successifs de progression, les **concours aux ménages** (229,4 millions d'euros) affichent un léger repli de 0,6 % au 2^{ème} trimestre 2012. Plus de la moitié des concours aux ménages (54 %) sont des crédits à l'habitat (123,8 millions d'euros). En hausse de 0,8 % au 2^{ème} trimestre, ils conservent une progression dynamique de + 7,2 % sur un an (après + 8,8 % entre juin 2010 et juin 2011).

Enfin, dans le contexte de difficultés des finances publiques locales, les **collectivités locales** (qui totalisent 95,2 millions d'euros d'encours, soit 17 % de l'ensemble des concours aux ECIL) continuent de solliciter leurs lignes de financement à court terme. Si l'encours des collectivités locales progresse dans l'ensemble de 8,9 % au 2^{ème} trimestre (après + 3,2 % précédemment), il n'est tiré que par la progression des crédits d'exploitation : ainsi, les crédits de trésorerie triplent au 2^{ème} trimestre (+ 201 %, à 15,1 millions d'euros) et les comptes ordinaires débiteurs progressent de 49 %, à 8,2 millions d'euros, approchant le plus haut historique atteint fin 2011 (8,3 millions d'euros). Enfin, les crédits d'investissement se contractent au 2^{ème} trimestre avec - 6,8 %, à 70,6 millions d'euros. Cette contraction associée aux évolutions erratiques des trois trimestres antérieurs fait passer la tendance en glissement annuel à - 15,3 %, premier repli sur un an depuis mars 2009.

A fin juin 2012, l'encours brut de crédit des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** se situe à **170 millions d'euros**, en retrait de 7,7 % sur le trimestre (après - 8,1 % au premier trimestre). En glissement annuel, il enregistre une nouvelle contraction de 21,1 % par rapport à juin 2011 (après - 15,3 % entre mars 2011 et mars 2012).

Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 22 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte à fin juin. Les ECNIL sont sollicités essentiellement par les collectivités locales dont ils financent 47 % des besoins. En comparaison, ils ne couvrent que 11 % des besoins de financement des entreprises.

Evolution de l'encours de crédit brut des ECNIL



2. Les risques recensés au SCR

A fin juin 2012, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 633 millions d'euros, en hausse de 3,5 % sur le trimestre (après + 3,6 % précédemment).

Quatre des vingt secteurs d'activité concentrent près de 70 % des engagements répertoriés par le SCR sur Mayotte (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de plus de 440 millions d'euros : administrations publiques (26 % de l'ensemble), en baisse de 8,6 % au 2^{ème} trimestre 2012 ; activités immobilières (18 %), en hausse de 1,9 % ; production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (16 %), avec un triplement des engagements sur le trimestre (en hors bilan) ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (9,4 %), en hausse de 2,3 %.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM au troisième trimestre 2012, font état de perspectives nuancées pour le quatrième trimestre, ceci dans le sillage d'un début d'année qui semble avoir laissé le secteur en proie à l'attentisme.

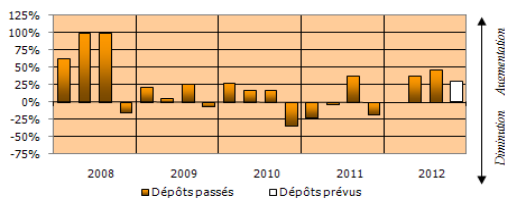
Le niveau de collecte des dépôts semble avoir dépassé les attentes exprimées par les dirigeants lors de l'enquête précédente. Les perspectives de collecte pour le quatrième trimestre 2012 restent relativement favorables.

En matière d'octroi de crédits, les opinions relatives à l'évolution du financement des entreprises semblent quant à elles plus mitigées à l'approche du quatrième trimestre, quoiqu'encore assez bien orientées sur les financements à moyen-long terme destinés à l'équipement des entreprises. Les anticipations ressortent également positivement s'agissant des crédits à destination des ménages, en particulier dans le secteur du financement de l'habitat.

Enfin, comme à leur habitude, les établissements de crédit demeurent vigilants sur l'évolution du climat social et de l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

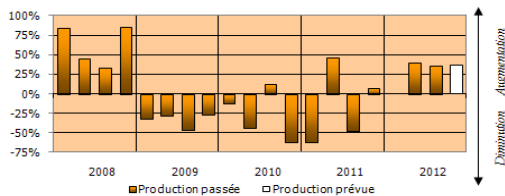
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

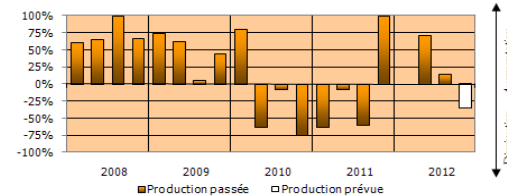


Soldes d'opinions des dirigeants
(Banque de La Réunion, BFC-OI, Banque Postale, CRCA)

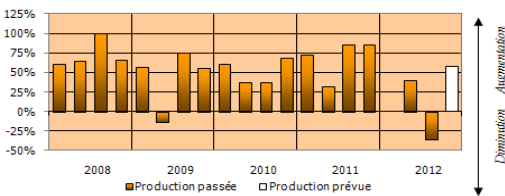
Crédits d'équipement aux entreprises



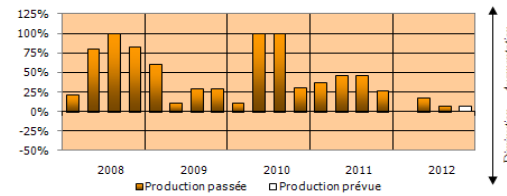
Crédits d'exploitation aux entreprises



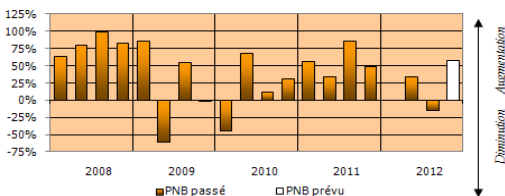
Crédits à l'habitat des particuliers



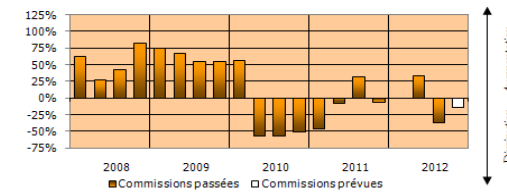
Crédits à la consommation des particuliers



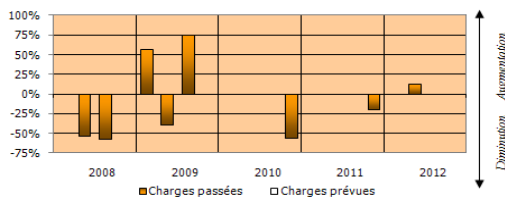
Produit net bancaire



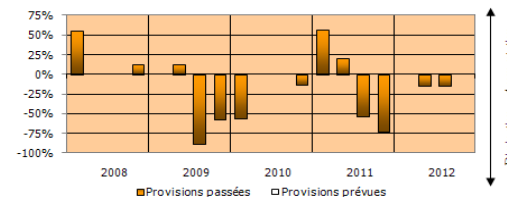
Commissions



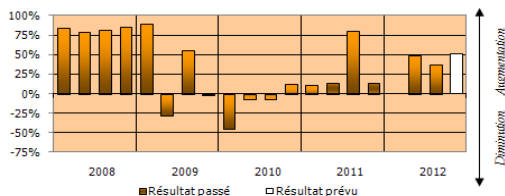
Charges d'exploitation



Coût du risque



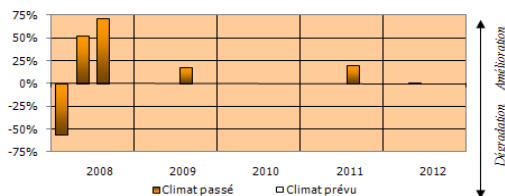
Résultat



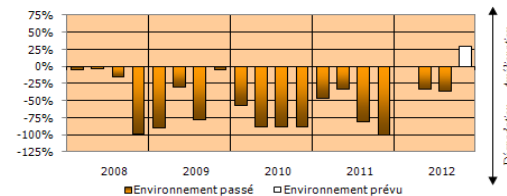
Effectifs



Climat social



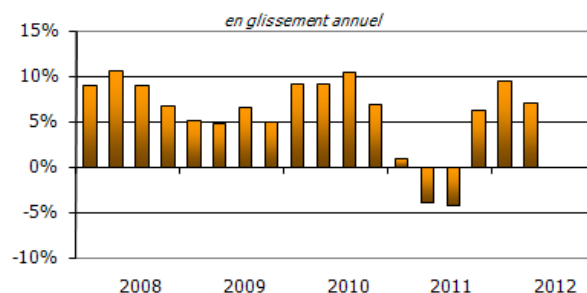
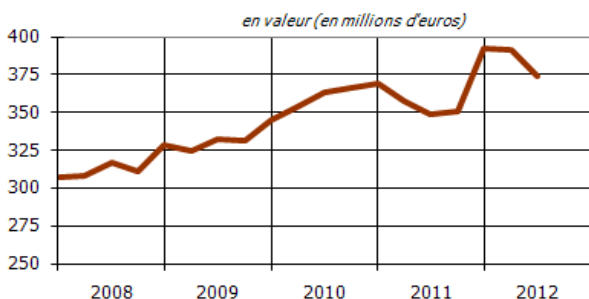
Environnement économique



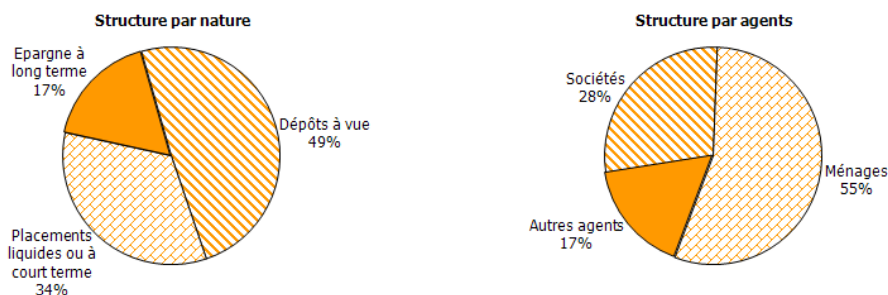
2. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-07	30-juin-08	30-juin-09	30-juin-10	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	1 an	1 trim.
Sociétés	72,442	75,496	77,387	101,658	93,902	99,154	126,465	121,919	105,020	11,8%	-13,9%
Dépôts à vue	51,260	59,902	57,506	68,091	64,445	62,321	78,274	73,409	66,490	3,2%	-9,4%
Placements liquides ou à court terme	21,051	15,437	19,728	33,389	29,286	36,652	48,028	48,334	38,374	31,0%	-20,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,001	0,000	0,000	0,000	0,002	0,005	0,010	-	97,7%
Placements indexés sur les taux du marché	21,051	15,437	19,727	33,389	29,286	36,652	48,026	48,329	38,364	31,0%	-20,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>5,503</i>	<i>5,598</i>	<i>7,054</i>	<i>10,226</i>	<i>10,154</i>	<i>19,465</i>	<i>24,820</i>	<i>28,281</i>	<i>27,060</i>	<i>166,5%</i>	<i>-4,3%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2,140</i>	<i>1,430</i>	<i>1,673</i>	<i>1,963</i>	<i>10,727</i>	<i>8,582</i>	<i>7,601</i>	<i>7,443</i>	<i>6,699</i>	<i>-37,6%</i>	<i>-10,0%</i>
<i>dont certificats de dépôts</i>	<i>12,550</i>	<i>7,945</i>	<i>11,000</i>	<i>21,200</i>	<i>8,405</i>	<i>8,605</i>	<i>15,605</i>	<i>12,605</i>	<i>4,605</i>	<i>-45,2%</i>	<i>-63,5%</i>
Épargne à long terme	0,131	0,157	0,153	0,178	0,171	0,181	0,163	0,176	0,156	-8,9%	-11,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>0,047</i>	<i>0,067</i>	<i>0,068</i>	<i>0,069</i>	<i>0,069</i>	<i>0,070</i>	<i>0,051</i>	<i>0,051</i>	<i>0,051</i>	<i>-26,5%</i>	<i>0,0%</i>
Ménages	127,180	157,766	176,698	185,713	198,107	193,622	202,229	202,716	206,140	4,1%	1,7%
Dépôts à vue	51,815	57,249	60,535	61,254	64,147	60,641	64,373	59,834	62,040	-3,3%	3,7%
Placements liquides ou à court terme	52,240	60,064	69,786	69,330	71,717	70,771	74,583	79,284	80,559	12,3%	1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,422	43,566	54,489	58,445	63,481	62,153	65,456	68,716	69,111	8,9%	0,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	<i>37,959</i>	<i>40,949</i>	<i>46,981</i>	<i>47,404</i>	<i>48,147</i>	<i>46,483</i>	<i>48,068</i>	<i>50,037</i>	<i>49,454</i>	<i>2,7%</i>	<i>-1,2%</i>
<i>Livrets A et bleus</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>3,895</i>	<i>7,109</i>	<i>10,881</i>	<i>11,223</i>	<i>12,642</i>	<i>13,803</i>	<i>14,993</i>	<i>37,8%</i>	<i>8,6%</i>
<i>Livrets jeunes</i>	<i>0,042</i>	<i>0,043</i>	<i>0,341</i>	<i>0,157</i>	<i>0,231</i>	<i>0,202</i>	<i>0,242</i>	<i>0,246</i>	<i>0,250</i>	<i>8,2%</i>	<i>1,6%</i>
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	<i>0,010</i>	<i>0,000</i>	<i>0,035</i>	<i>0,079</i>	<i>0,034</i>	<i>0,036</i>	<i>0,028</i>	<i>0,036</i>	<i>0,045</i>	<i>32,9%</i>	<i>24,9%</i>
<i>CODEVI</i>	<i>0,092</i>	<i>0,106</i>	<i>0,199</i>	<i>0,276</i>	<i>0,357</i>	<i>0,374</i>	<i>0,421</i>	<i>0,411</i>	<i>0,426</i>	<i>19,3%</i>	<i>3,6%</i>
<i>Comptes d'épargne logement</i>	<i>2,319</i>	<i>2,468</i>	<i>3,038</i>	<i>3,420</i>	<i>3,832</i>	<i>3,836</i>	<i>4,054</i>	<i>4,183</i>	<i>3,943</i>	<i>2,9%</i>	<i>-5,7%</i>
Placements indexés sur les taux du marché	11,818	16,498	15,297	10,885	8,236	8,618	9,128	10,568	11,448	39,0%	8,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>6,906</i>	<i>13,814</i>	<i>13,767</i>	<i>9,689</i>	<i>7,596</i>	<i>7,948</i>	<i>7,889</i>	<i>9,168</i>	<i>10,335</i>	<i>36,1%</i>	<i>12,7%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>3,012</i>	<i>1,906</i>	<i>0,602</i>	<i>0,335</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,020</i>	<i>0,018</i>	<i>0,020</i>	-	<i>11,1%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1,900</i>	<i>0,778</i>	<i>0,928</i>	<i>0,862</i>	<i>0,640</i>	<i>0,670</i>	<i>1,219</i>	<i>1,382</i>	<i>1,093</i>	<i>70,8%</i>	<i>-20,9%</i>
Épargne à long terme	23,125	40,453	46,377	55,128	62,242	62,210	63,273	63,598	63,541	2,1%	-0,1%
<i>Plans d'épargne logement</i>	<i>11,159</i>	<i>12,056</i>	<i>12,918</i>	<i>15,629</i>	<i>18,239</i>	<i>18,426</i>	<i>19,141</i>	<i>20,054</i>	<i>20,612</i>	<i>13,0%</i>	<i>2,8%</i>
<i>Plans d'épargne populaire</i>	<i>0,261</i>	<i>0,183</i>	<i>0,178</i>	<i>0,251</i>	<i>0,181</i>	<i>0,181</i>	<i>0,187</i>	<i>0,188</i>	<i>0,142</i>	<i>-21,4%</i>	<i>-24,6%</i>
<i>Autres comptes d'épargne</i>	<i>0,038</i>	<i>0,035</i>	<i>0,053</i>	<i>0,419</i>	<i>0,060</i>	<i>0,092</i>	<i>0,077</i>	<i>0,087</i>	<i>0,062</i>	<i>3,5%</i>	<i>-28,6%</i>
<i>Portefeuille-titres</i>	<i>0,402</i>	<i>0,253</i>	<i>0,885</i>	<i>0,710</i>	<i>0,991</i>	<i>0,767</i>	<i>0,910</i>	<i>1,213</i>	<i>1,102</i>	<i>11,2%</i>	<i>-9,2%</i>
<i>OPCVM non monétaires</i>	<i>2,761</i>	<i>3,165</i>	<i>3,889</i>	<i>4,601</i>	<i>5,854</i>	<i>5,630</i>	<i>5,452</i>	<i>5,607</i>	<i>5,571</i>	<i>-4,8%</i>	<i>-0,6%</i>
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	<i>8,504</i>	<i>24,761</i>	<i>28,454</i>	<i>33,518</i>	<i>36,917</i>	<i>37,114</i>	<i>37,506</i>	<i>36,448</i>	<i>36,051</i>	<i>-2,3%</i>	<i>-1,1%</i>
Autres agents	87,017	83,961	78,381	75,540	56,994	57,535	63,668	66,217	62,554	9,8%	-5,5%
Dépôts à vue	35,287	32,200	33,457	31,971	27,131	26,495	32,180	59,958	55,431	104,3%	-7,6%
Placements liquides ou à court terme	38,456	38,487	31,650	30,226	29,642	30,807	31,241	6,002	6,848	-76,9%	14,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,373	1,496	2,078	2,916	2,769	2,884	2,895	3,182	3,201	15,6%	0,6%
Placements indexés sur les taux du marché	37,083	36,991	29,572	27,310	26,873	27,923	28,345	2,819	3,646	-86,4%	29,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>35,805</i>	<i>35,401</i>	<i>28,357</i>	<i>26,917</i>	<i>26,873</i>	<i>27,923</i>	<i>28,345</i>	<i>2,815</i>	<i>3,642</i>	<i>-86,4%</i>	<i>29,4%</i>
Épargne à long terme	13,274	13,274	13,274	13,343	0,221	0,234	0,247	0,257	0,275	-84,6%	7,0%
TOTAL	286,639	317,223	332,466	362,910	349,002	350,311	392,363	390,852	373,713	7,1%	-4,4%
Dépôts à vue	138,362	149,351	151,498	161,316	155,723	149,456	174,827	193,201	183,961	18,1%	-4,8%
Placements liquides ou à court terme	111,747	113,988	121,164	132,945	130,645	138,230	153,852	133,619	125,781	-3,7%	-5,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	41,795	45,062	56,568	61,361	66,250	65,037	68,353	71,903	72,322	9,2%	0,6%
Placements indexés sur les taux du marché	69,952	68,926	64,596	71,584	64,395	73,194	85,499	61,716	53,458	-17,0%	-13,4%
Épargne à long terme	36,530	53,884	59,804	68,649	62,634	62,624	63,684	64,032	63,972	2,1%	-0,1%

Ensemble des actifs financiers



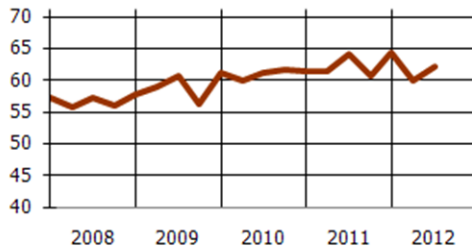
Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 30 juin 2012



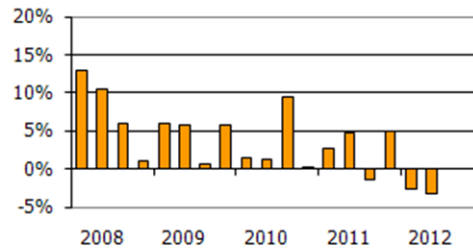
Evolution des placements des ménages

Dépôts à vue

en valeur (en millions d'euros)

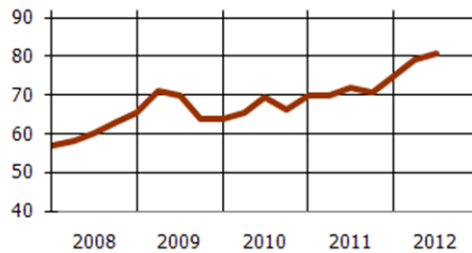


en glissement annuel

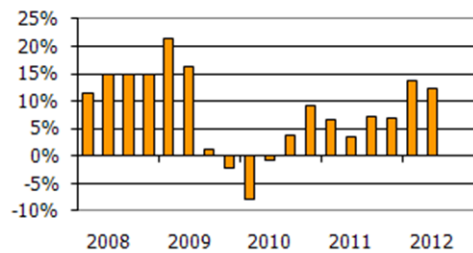


Placements liquides ou à court terme

en valeur (en millions d'euros)

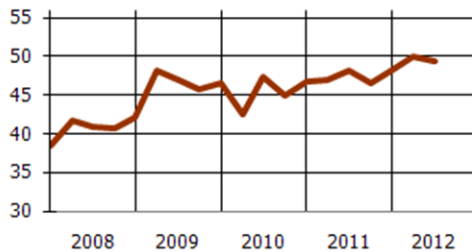


en glissement annuel

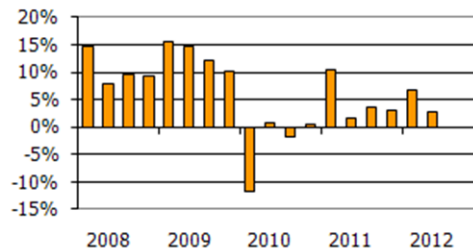


Livrets ordinaires

en valeur (en millions d'euros)

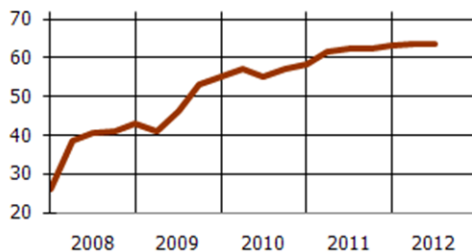


en glissement annuel

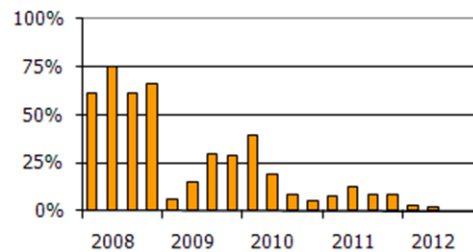


Epargne à long terme

en valeur (en millions d'euros)

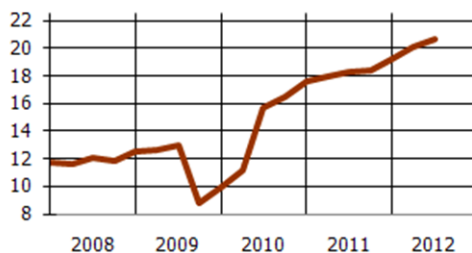


en glissement annuel

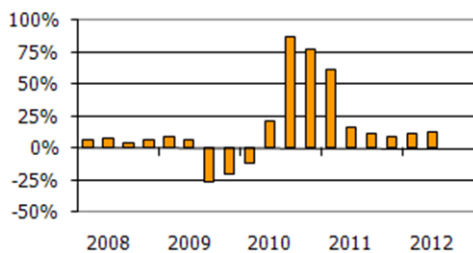


Plans d'épargne logement

en valeur (en millions d'euros)

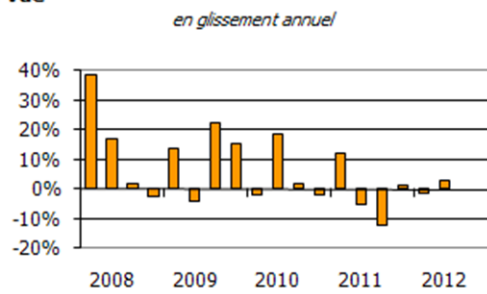
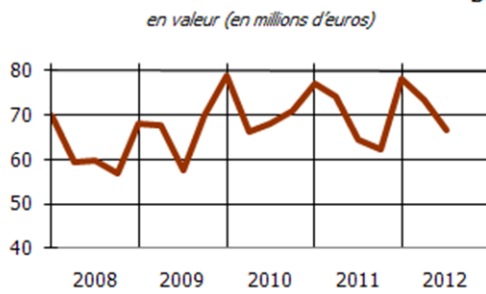


en glissement annuel

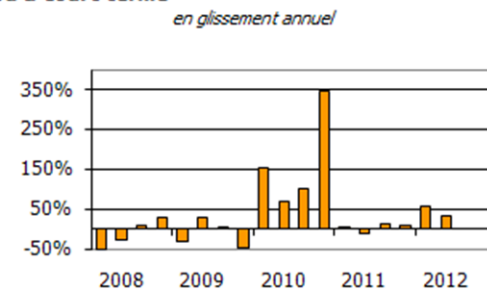
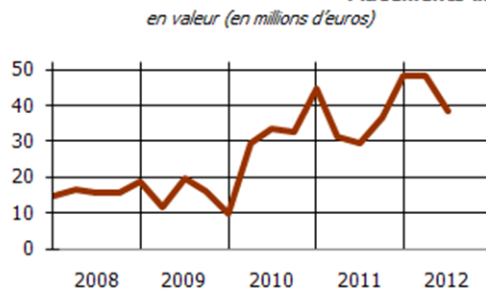


Evolution des disponibilités des entreprises

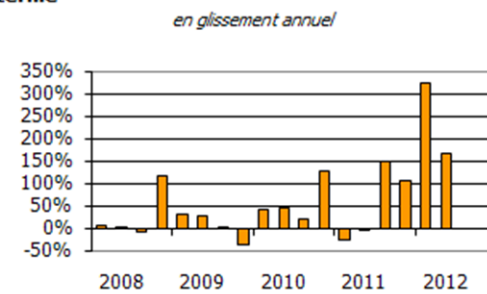
Dépôts à vue



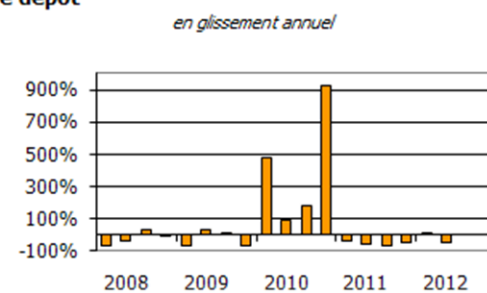
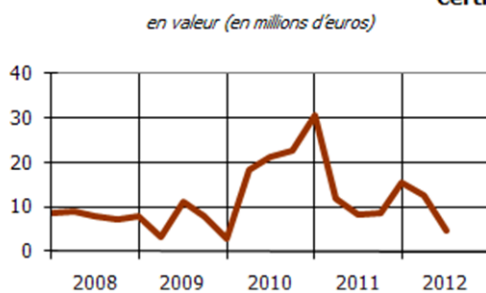
Placements liquides ou à court terme



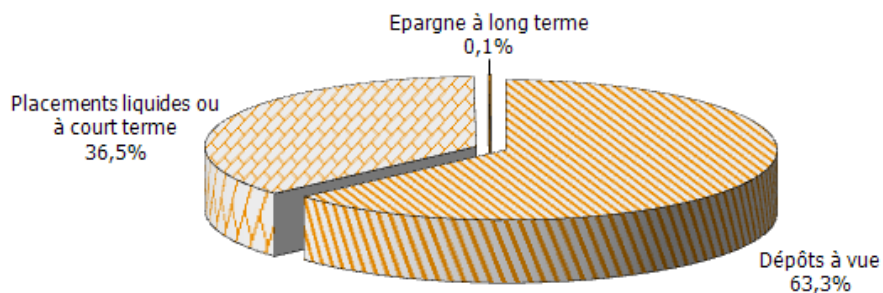
Dépôts à terme



Certificats de dépôt



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 30 juin 2012



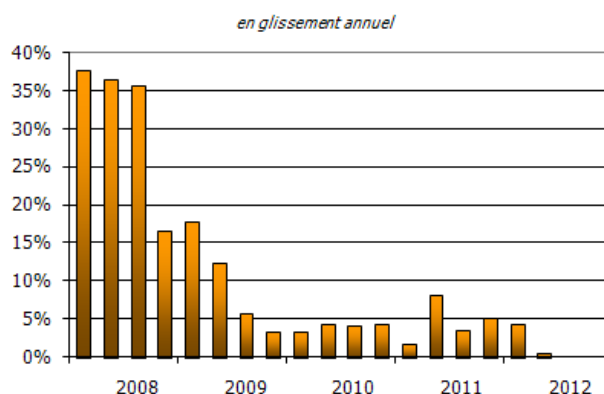
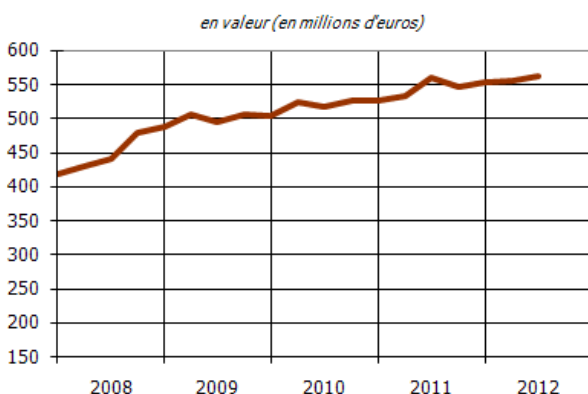
3. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux (*)

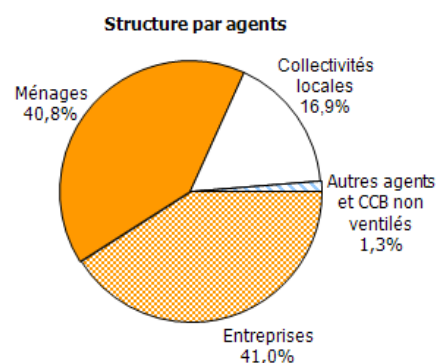
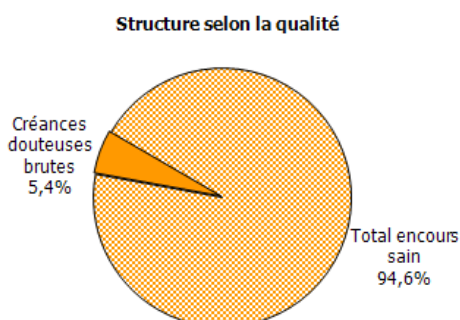
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-07	30-juin-08	30-juin-09	30-juin-10	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	1 an	1 trim.
Entreprises	133,901	208,512	234,096	232,629	233,354	230,689	232,671	230,725	230,695	-1,1%	0,0%
Crédits d'exploitation	24,596	40,245	46,253	39,037	30,385	31,670	33,896	34,189	34,210	12,6%	0,1%
Créances commerciales	4,486	4,412	3,299	3,031	2,251	2,400	2,244	2,946	3,669	63,0%	24,5%
Crédits de trésorerie	12,550	16,871	17,794	16,112	20,990	21,680	25,562	23,919	24,776	18,0%	3,6%
dont entrepreneurs individuels	2,339	3,125	3,585	4,969	4,460	4,363	3,697	3,719	3,115	-30,2%	-16,2%
Comptes ordinaires débiteurs	7,560	18,962	25,160	19,894	7,144	7,590	6,089	7,323	5,764	-19,3%	-21,3%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	93,027	132,045	152,047	160,939	171,559	167,234	166,944	165,455	164,445	-4,1%	-0,6%
Crédits à l'équipement	91,361	129,907	150,559	159,888	170,795	166,569	166,318	164,883	163,943	-4,0%	-0,6%
dont entrepreneurs individuels	6,419	7,762	7,176	5,849	5,343	5,454	5,457	5,499	5,282	-1,2%	-4,0%
Crédit-bail	1,666	2,138	1,488	1,051	0,764	0,666	0,626	0,572	0,502	-34,3%	-12,3%
Crédits à l'habitat	12,839	33,930	33,727	29,947	29,184	30,011	29,810	29,421	30,430	4,3%	3,4%
Autres crédits	3,439	2,292	2,069	2,706	2,227	1,774	2,022	1,659	1,610	-27,7%	-2,9%
Ménages	135,081	175,319	202,896	211,184	224,824	226,320	229,063	230,763	229,414	2,0%	-0,6%
Crédits à la consommation	74,224	95,837	109,015	104,887	109,333	108,969	108,040	107,909	105,638	-3,4%	-2,1%
Crédits de trésorerie	69,628	91,782	104,890	101,011	105,662	104,544	103,796	103,490	101,507	-3,9%	-1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	4,596	4,055	4,125	3,876	3,671	4,425	4,244	4,419	4,131	12,5%	-6,5%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	60,792	79,482	93,801	106,187	115,491	117,351	121,023	122,854	123,776	7,2%	0,8%
Autres crédits	0,065	0,000	0,080	0,110	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	46,775	50,175	52,093	65,960	93,616	80,769	84,740	87,465	95,232	1,7%	8,9%
Crédits d'exploitation	0,001	9,154	3,290	8,171	7,013	3,111	8,276	10,536	23,308	232,4%	121,2%
Crédits de trésorerie	0,000	6,420	0,000	0,000	0,462	0,000	0,002	5,021	15,111	3173,7%	200,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,001	2,734	3,290	8,171	6,551	3,111	8,274	5,515	8,196	25,1%	48,6%
Crédits d'investissement	29,344	27,350	34,002	49,873	83,329	74,385	74,425	75,757	70,601	-15,3%	-6,8%
Crédits à l'équipement	29,344	27,350	33,914	49,820	83,308	74,368	74,414	75,751	70,600	-15,3%	-6,8%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,088	0,052	0,021	0,016	0,011	0,006	0,002	-91,8%	-71,3%
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	17,430	13,671	14,801	7,916	3,274	3,274	2,039	1,172	1,323	-59,6%	12,9%
Autres agents et CCB non ventilés	7,678	7,229	6,575	7,582	7,929	7,931	7,069	7,325	7,252	-8,5%	-1,0%
Total encours sain	323,435	441,235	495,660	517,354	559,723	545,709	553,543	556,278	562,593	0,5%	1,1%
Créances douteuses brutes	49,328	17,228	22,184	23,045	29,309	31,829	33,988	41,429	32,427	10,6%	-21,7%
Créances douteuses nettes	36,942	10,919	14,851	13,348	17,149	19,146	20,456	26,620	18,094	5,5%	-32,0%
Provisions	12,386	6,309	7,333	9,697	12,160	12,683	13,533	14,808	14,333	17,9%	-3,2%
Total encours brut	372,763	458,463	517,844	540,399	589,032	577,538	587,531	597,706	595,021	1,0%	-0,4%
Taux de créances douteuses	13,2%	3,8%	4,3%	4,3%	5,0%	5,5%	5,8%	6,9%	5,4%	0,4	-1,5
Taux de provisionnement	25,1%	36,6%	33,1%	42,1%	41,5%	39,8%	39,8%	35,7%	44,2%	2,7	8,5

(*) Changement de périmètre ECL (Cf. Avertissement en-tête de la méthodologie, page 3).

Encours de crédit sain des EC locaux

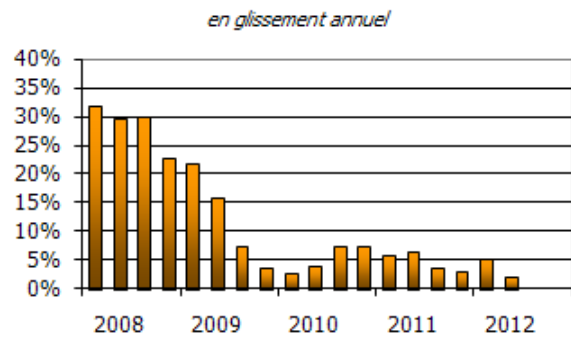
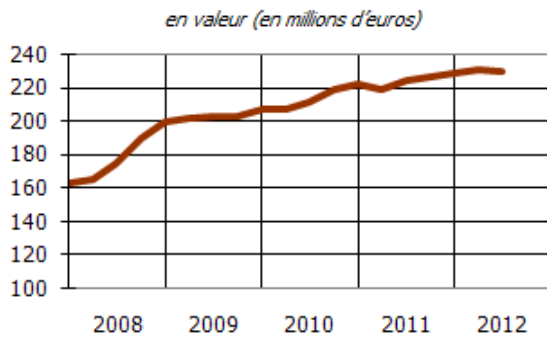


Structure des passifs financiers au 30 juin 2012

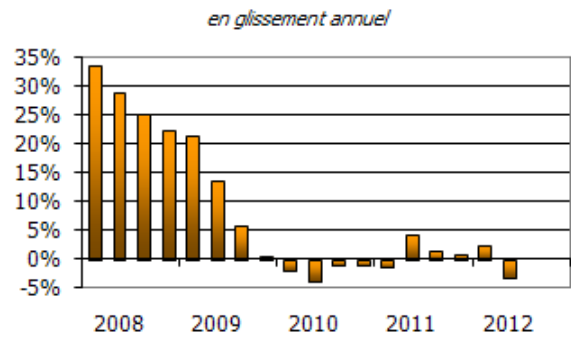
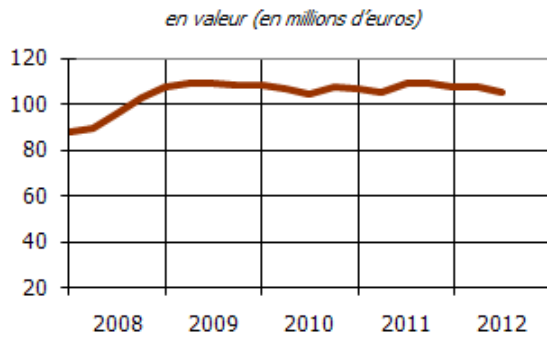


Evolution de l'endettement des ménages

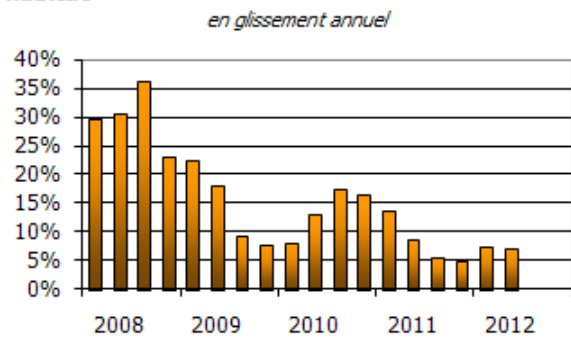
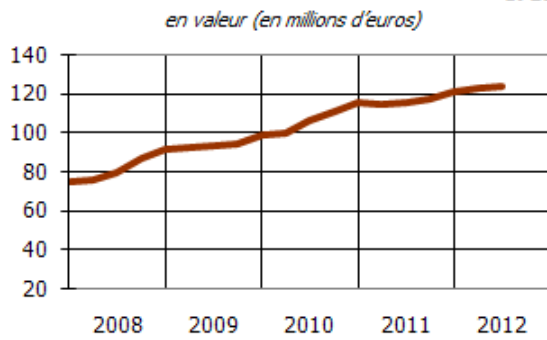
Ensemble des concours



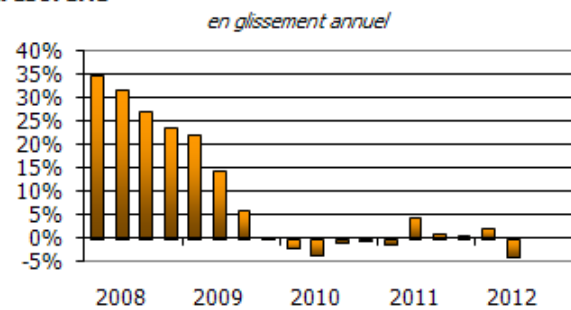
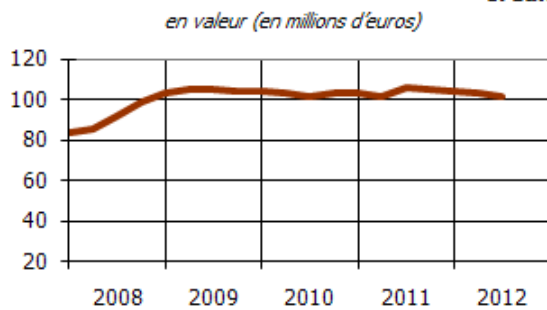
Crédits à la consommation



Crédits à l'habitat

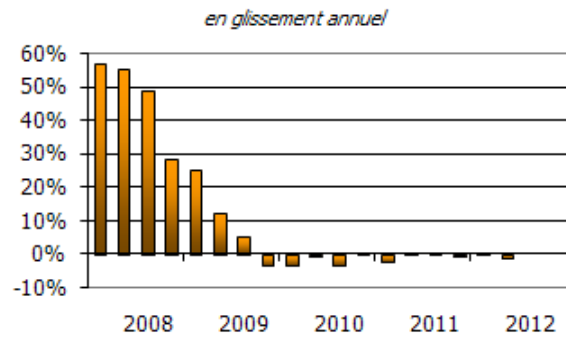


Crédits de trésorerie

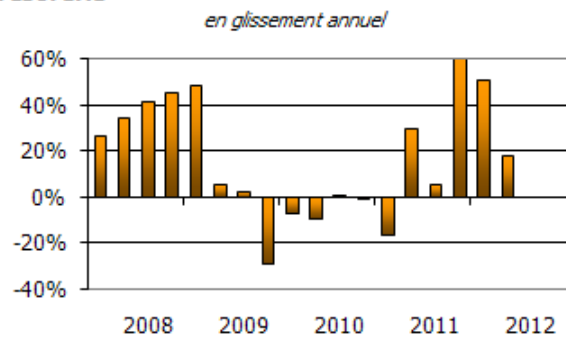
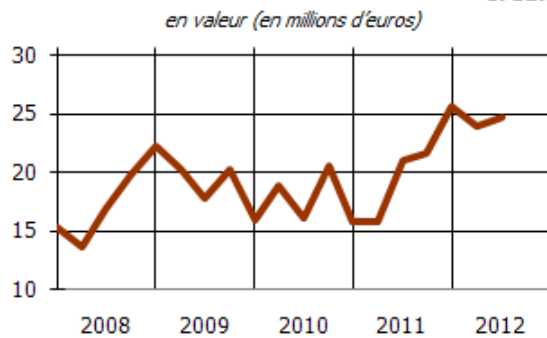


Evolution de l'endettement des entreprises

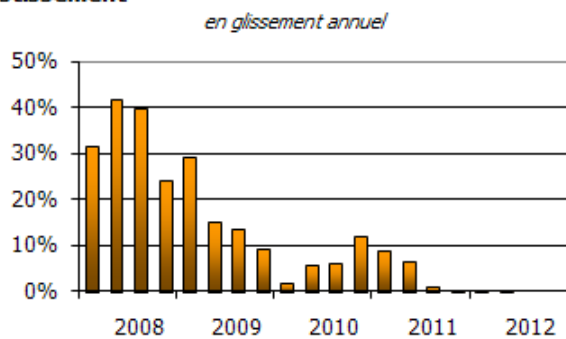
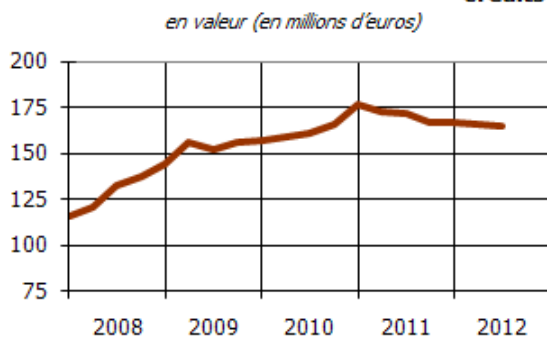
Ensemble des concours



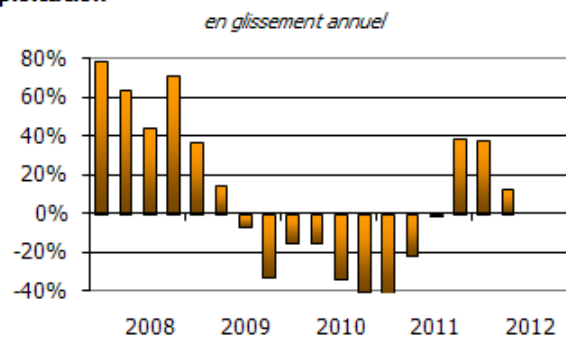
Crédits de trésorerie



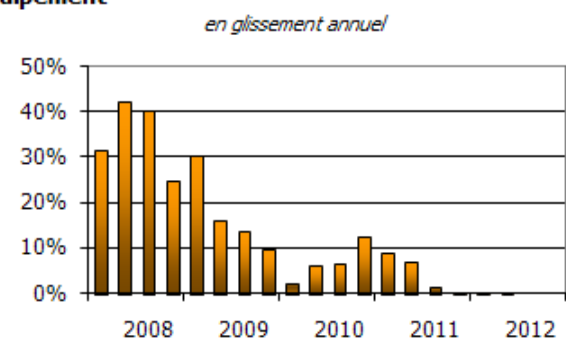
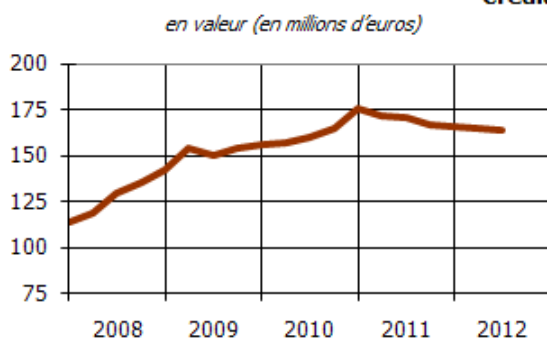
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Crédits d'équipement

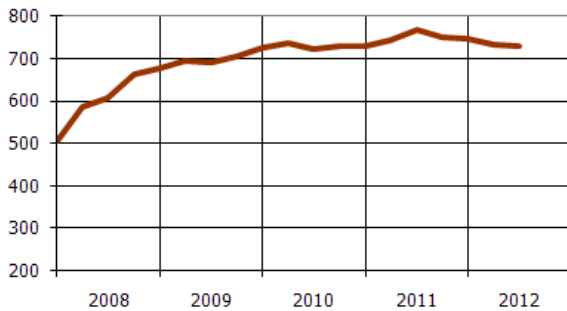


3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

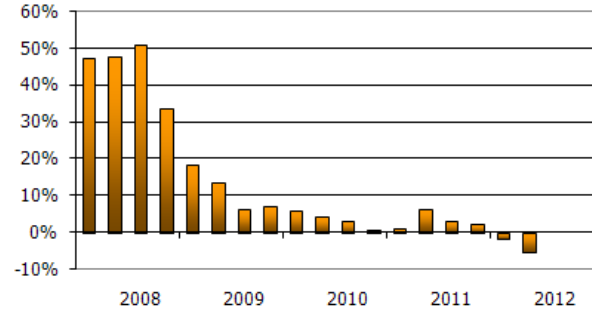
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-07	30-juin-08	30-juin-09	30-juin-10	30-juin-11	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	1 an	1 trim.
Entreprises	173,029	247,656	269,935	262,933	274,521	270,422	260,685	257,812	258,347	-5,9%	0,2%
Crédits d'exploitation	25,726	41,545	47,247	40,982	30,969	32,536	34,661	34,924	34,873	12,6%	-0,1%
Créances commerciales	4,486	4,412	3,299	3,031	2,251	2,400	2,244	2,946	3,669	63,0%	24,5%
Crédits de trésorerie	13,074	17,939	18,268	17,446	21,574	22,198	26,032	24,346	25,035	16,0%	2,8%
dont entrepreneurs individuels	2,340	3,125	3,585	4,982	4,595	4,498	3,831	3,853	3,115	-32,2%	-19,2%
Comptes ordinaires débiteurs	7,944	18,962	25,161	19,894	7,144	7,938	6,386	7,632	6,168	-13,7%	-19,2%
Affecturation	0,222	0,232	0,519	0,611	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	106,452	146,284	165,287	169,179	193,337	188,159	176,446	174,065	173,972	-10,0%	-0,1%
Crédits à l'équipement	96,222	133,877	154,713	164,035	189,811	185,099	173,711	171,604	171,813	-9,5%	0,1%
dont entrepreneurs individuels	6,979	7,990	7,309	6,339	6,181	6,301	6,211	6,253	5,372	-13,1%	-14,1%
Crédit-bail	10,230	12,407	10,574	5,144	3,526	3,061	2,735	2,461	2,159	-38,8%	-12,3%
Crédits à l'habitat	37,412	57,535	55,332	50,066	47,989	47,954	47,556	47,163	47,892	-0,2%	1,5%
Autres crédits	3,439	2,292	2,069	2,706	2,227	1,774	2,022	1,659	1,610	-27,7%	-2,9%
Ménages	149,789	191,064	218,151	225,935	239,415	242,387	245,629	247,987	247,921	3,6%	0,0%
Crédits à la consommation	82,847	104,710	118,174	111,821	116,037	115,791	114,763	115,261	114,043	-1,7%	-1,1%
Crédits de trésorerie	73,219	95,295	108,740	105,815	110,377	109,610	108,977	109,501	108,724	-1,5%	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	4,596	4,055	4,125	3,881	3,687	4,441	4,255	4,430	4,152	12,6%	-6,3%
Crédits à l'équipement	5,032	5,360	5,309	2,125	1,973	1,740	1,531	1,330	1,166	-40,9%	-12,3%
Crédits à l'habitat	66,877	86,354	99,897	114,004	123,378	126,596	130,867	132,725	133,878	8,5%	0,9%
Autres crédits	0,065	0,000	0,080	0,110	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	68,659	126,760	162,037	161,705	184,074	168,622	172,077	174,722	179,259	-2,6%	2,6%
Crédits d'exploitation	0,001	9,154	13,190	8,171	7,013	3,111	8,276	10,536	23,308	232,4%	121,2%
Crédits de trésorerie	0,000	6,420	9,900	0,000	0,462	0,000	0,002	5,021	15,111	3173,7%	200,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,001	2,734	3,290	8,171	6,551	3,111	8,274	5,515	8,196	25,1%	48,6%
Crédits d'investissement	51,228	103,935	133,769	144,265	172,325	161,972	160,714	161,966	154,381	-10,4%	-4,7%
Crédits à l'équipement	51,228	103,935	133,681	144,212	172,304	161,955	160,703	161,960	154,380	-10,4%	-4,7%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,088	0,053	0,021	0,016	0,011	0,006	0,002	-91,4%	-70,1%
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	17,430	13,671	15,078	9,269	4,736	3,540	3,087	2,220	1,570	-66,8%	-29,3%
Autres agents et CCB non ventilés	20,730	43,417	41,789	72,172	70,677	69,752	68,764	53,332	42,918	-39,3%	-19,5%
Total concours sain	412,207	608,897	691,912	722,744	768,687	751,184	747,155	733,853	728,446	-5,2%	-0,7%
Créances douteuses brutes	51,007	19,812	28,687	26,850	35,235	38,608	40,414	47,728	36,230	2,8%	-24,1%
Créances douteuses nettes	38,195	12,896	20,304	15,668	20,696	23,496	24,850	30,697	19,647	-5,1%	-36,0%
Provisions	12,812	6,916	8,383	11,182	14,539	15,112	15,564	17,031	16,582	14,1%	-2,6%
Total concours brut	463,214	628,709	720,599	749,594	803,922	789,792	787,569	781,581	764,675	-4,9%	-2,2%
Taux de créances douteuses	11,0%	3,2%	4,0%	3,6%	4,4%	4,9%	5,1%	6,1%	4,7%	0,3	-1,4
Taux de provisionnement	25,1%	34,9%	29,2%	41,6%	41,3%	39,1%	38,5%	35,7%	45,8%	4,5	10,1

Encours de crédit sain total

en valeur (en millions d'euros)

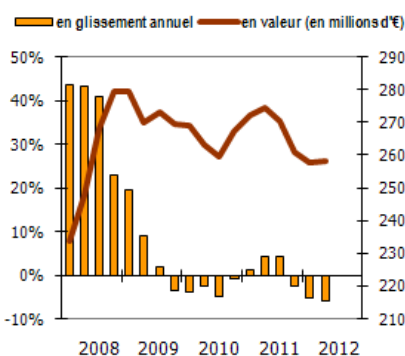


en glissement annuel

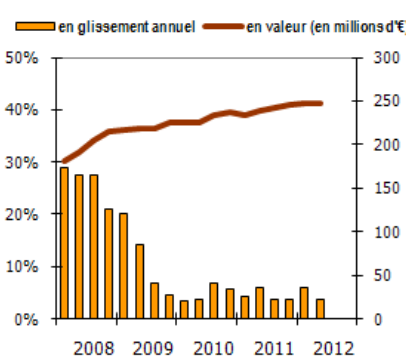


Concours consentis par l'ensemble des EC

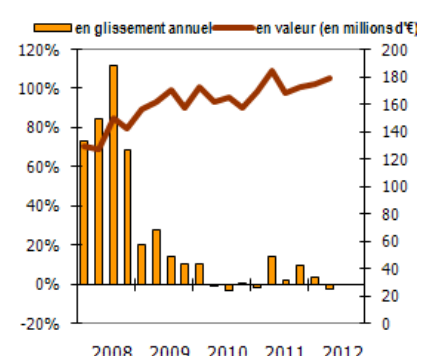
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

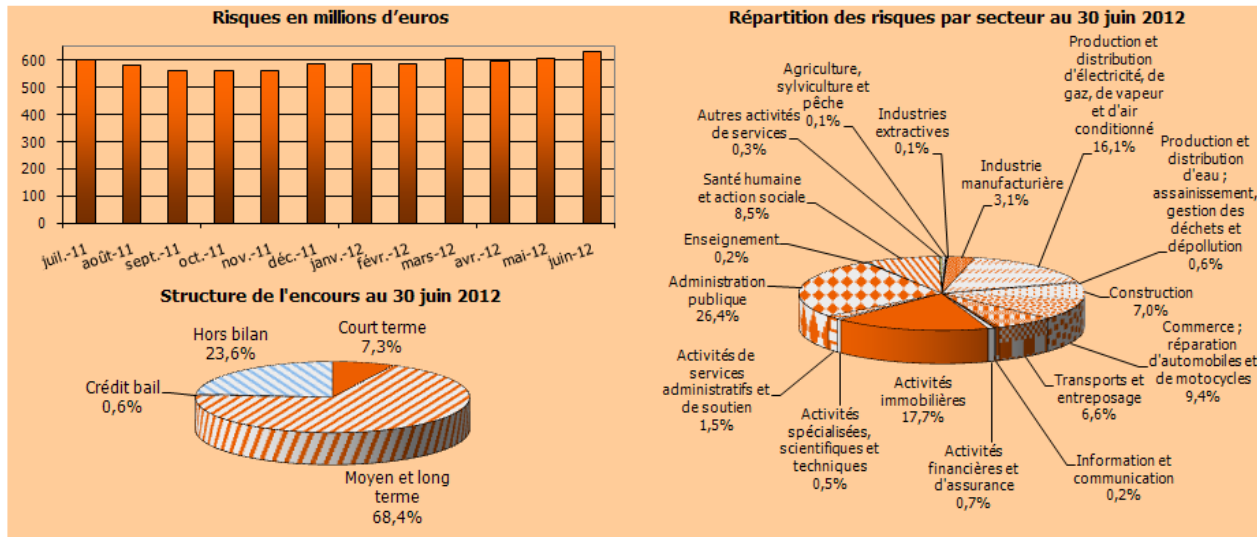


Encours de crédit aux collectivités locales

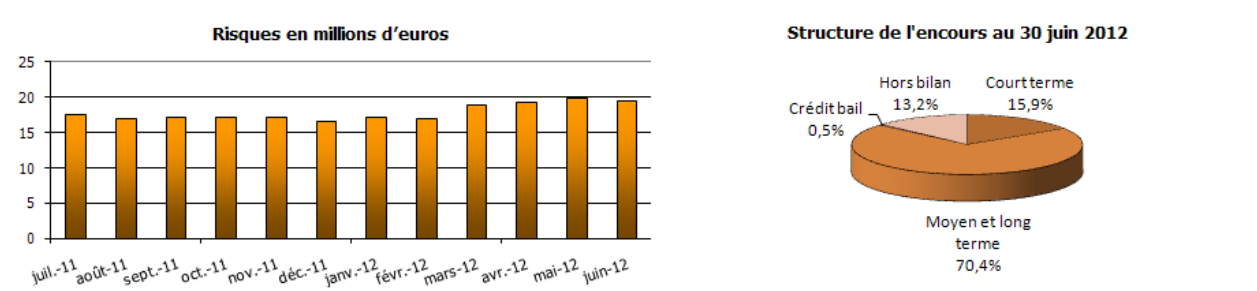


4. RISQUES SECTORIELS

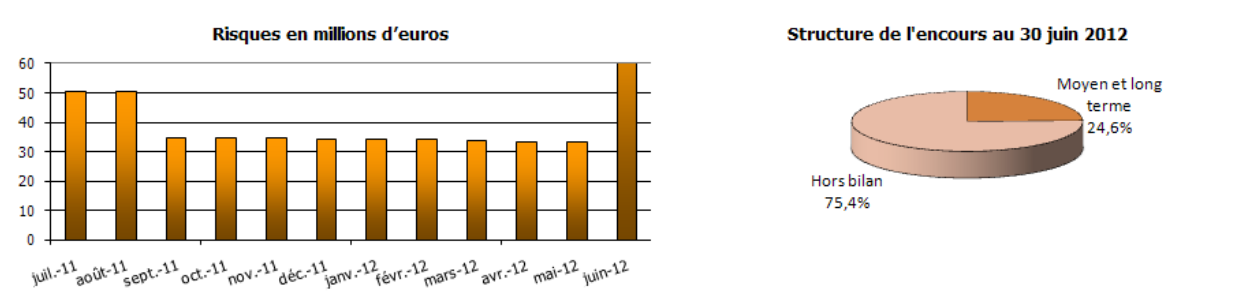
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



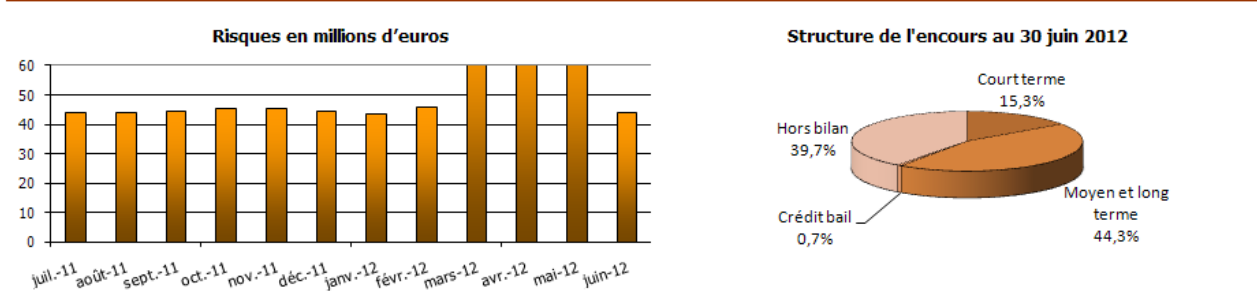
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



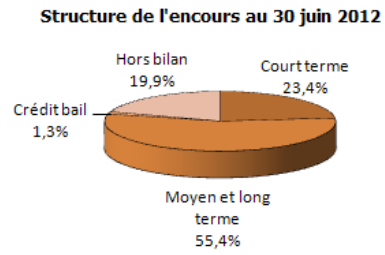
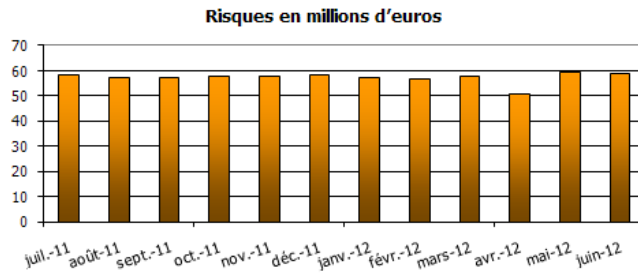
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



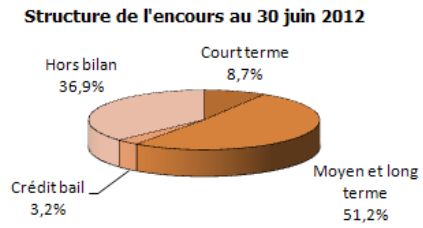
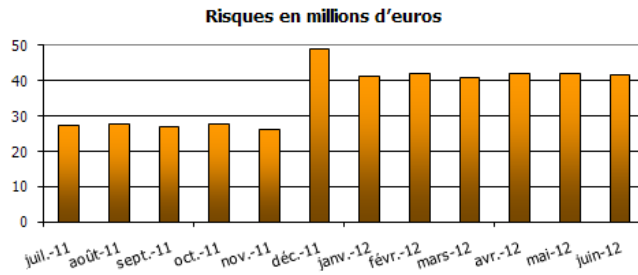
Risques bancaires sur le secteur de la construction



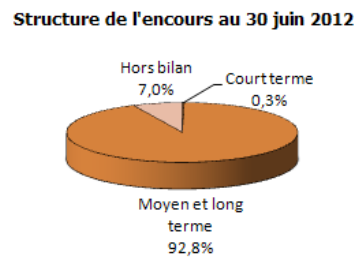
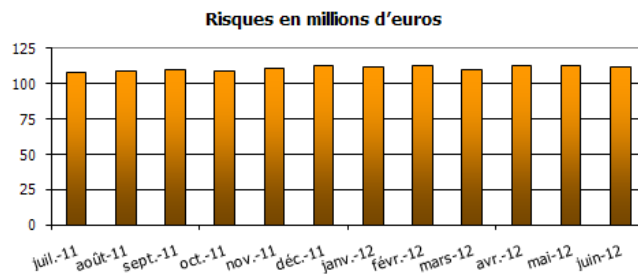
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



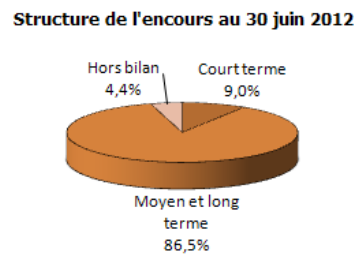
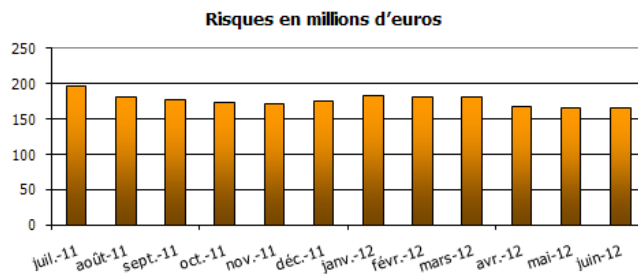
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



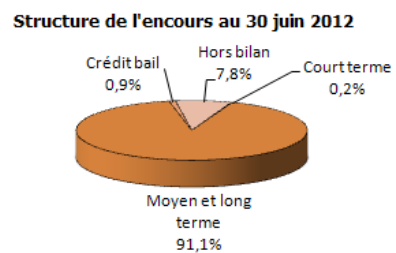
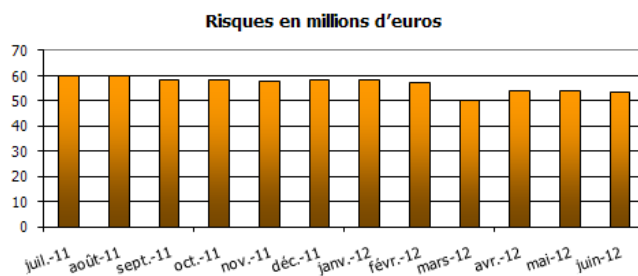
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale



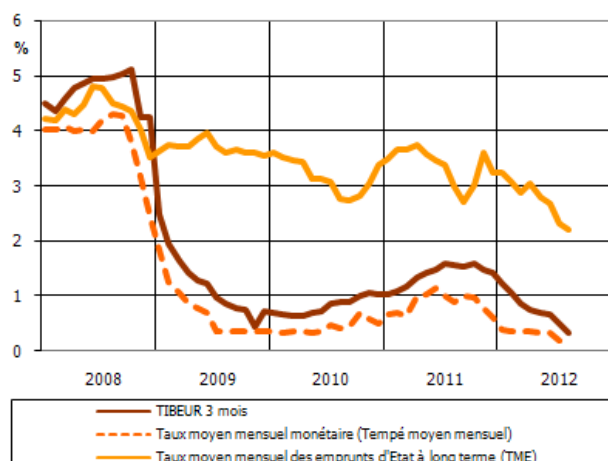
5. RAPPEL DES TAUX

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (11/07/2012)	0,75%
Taux de la facilité de dépôt (11/07/2012)	0,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (11/07/2012)	1,50%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2012 (JO du 08/02/2012)	0,71%
ANNEE 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Seuil de l'usure					
	application à compter					
	du 2e trimestre 2011	du 3e trimestre 2011	du 4e trimestre 2011	du 1er trimestre 2012	du 2e trimestre 2012	du 3e trimestre 2012
PARTICULIERS	Prêts immobiliers					
	- Prêts à taux fixe	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%
	- Prêts à taux variable	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%
	- Prêts relais	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%
	Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires - Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	21,47%	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%	
	19,53%	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%	
	8,03%	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%	
	16,40%					
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **					
	- Découverts en compte***	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

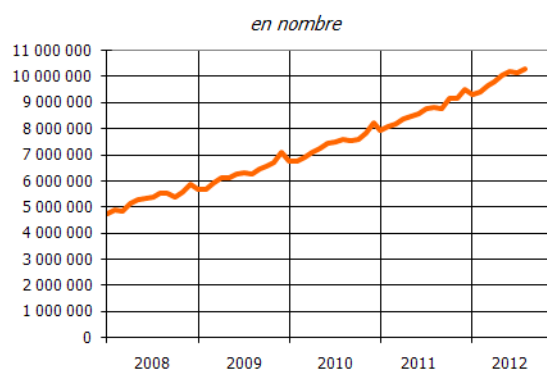
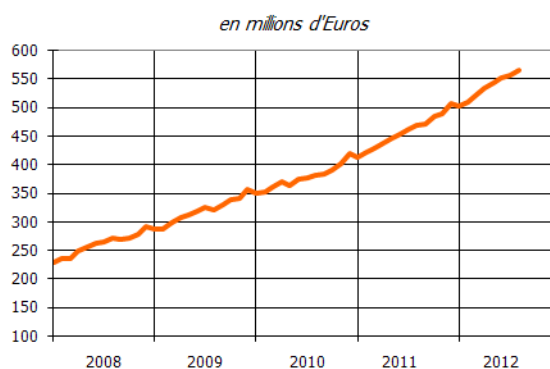
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

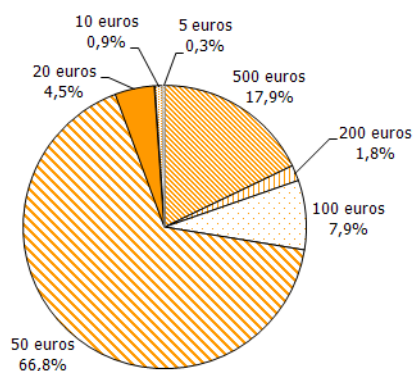
6. MONNAIE FIDUCIAIRE

6.1 Emission mensuelle de billets euros

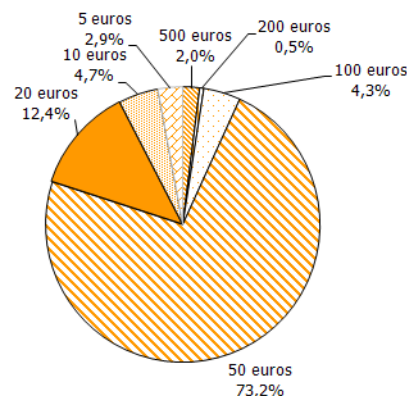
Emissions nettes cumulées de billets au 31 août 2012



Répartition des billets en valeur

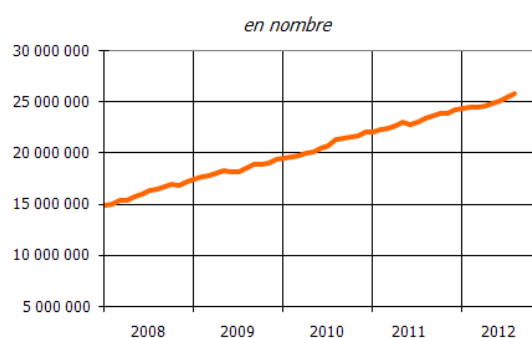
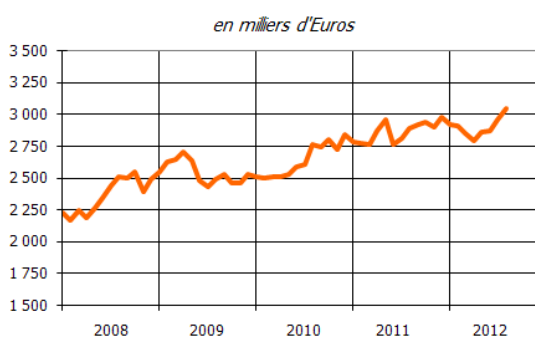


Répartition des billets en volume

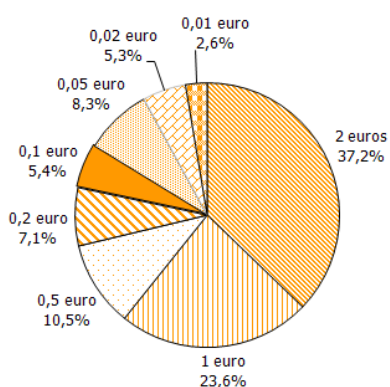


6.2 Emission mensuelle de pièces euros

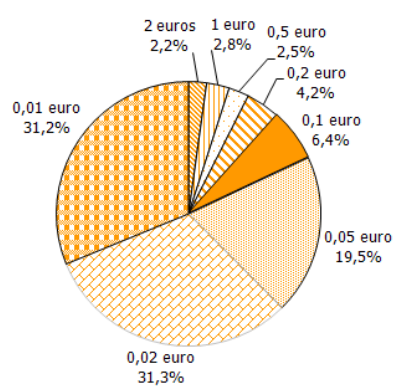
Emissions nettes cumulées de pièces au 31 août 2012



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Yves MAYET
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en octobre 2012
Dépôt légal : octobre 2012 - n° ISSN : 0296-3116